

# CHECK AGAINST DELIVERY

## **Briefing to the Open Session of the UN Security Council on the Situation in the DRC by SRSB Leila Zerrougui**

**11 October 2018**

Madame la Présidente,  
Distingués membres du Conseil,

Je vous remercie de l'opportunité qui m'est offerte de vous entretenir sur la situation en République démocratique du Congo.

Je voudrais également vous remercier de vous être déplacés à Kinshasa en fin de semaine dernière en dépit de votre agenda chargé.

Cette visite a été d'une grande utilité à plusieurs titres, en premier lieu pour la République démocratique du Congo et les Congolais, mais aussi pour nos partenaires et enfin pour nous-mêmes.

Par vos échanges avec les acteurs majeurs du processus politique et électoral en cours, elle a constitué une opportunité unique de vous rendre compte de visu de la situation sur le terrain, de l'engagement des partis prenantes, des progrès déjà réalisés mais aussi des points de divergence non encore résolus.

A deux mois et demi des élections présidentielle et législatives nationales et provinciales, le processus électoral évolue conformément au calendrier électoral. Des étapes décisives ont été franchies, comme vous avez pu vous-mêmes le constater.

La loi électorale a été révisée, le fichier électoral établi et soumis à un audit ; 21 candidats ont été validés pour concourir à la Présidence de la République, 15 505 candidats à l'Assemblée nationale et 19 640 candidats aux assemblées provinciales.

Il est toutefois regrettable que bien que plus de 50 % des électeurs soient des femmes, le pourcentage des candidatures féminines ne dépasse pas 12 % du total des candidats aux élections législatives et provinciales et qu'une seule femme se soit présentée à l'élection présidentielle.

Je voudrais saisir cette occasion pour saluer la posture constructive des acteurs politiques de tous bords qui ont, de manière très constante, démontré leur engagement continu dans le processus électoral, y compris suite aux décisions de la Cour constitutionnelle qui ont abouti à l'invalidation des candidatures à l'élection présidentielle de certains leaders de l'opposition politique.

Dans le même temps, comme l'ont entendu à maintes reprises les membres du Conseil à Kinshasa, les principaux leaders de l'opposition éprouvent une grande méfiance à l'égard du processus en général auquel ils restent néanmoins attachés jusqu'à présent. Ils appellent notamment à l'abandon de la machine à voter et au nettoyage du fichier électoral.

Il est donc essentiel que les protagonistes congolais parviennent à un consensus sur ces questions afin de ne pas compromettre l'acceptation des résultats des scrutins. C'est dans cet esprit que je poursuis mes bons offices avec détermination.

Madame la Présidente, membres distingués du Conseil,

Le 4 octobre, la Commission électorale nationale indépendante a rencontré les 21 candidats à l'élection présidentielle pour débattre des divergences sur certains aspects critiques de l'organisation du scrutin. Un comité technique chargé de poursuivre le dialogue sur le sujet a été institué et sa première réunion s'est tenue hier en se terminant, malheureusement, sur de fortes divergences.

Je salue l'effort de sensibilisation de la CENI et souhaite instamment que ce forum conjoint puisse trouver un consensus sur les points de discorde.

Je me félicite également de la publication des recommandations de la Westminster Foundation for Democracy visant à clarifier certaines inquiétudes suscitées par la machine à voter.

Concernant le déploiement sur le terrain de ces machines ainsi que de l'ensemble du matériel électoral, le Président de la CENI a assuré qu'un premier lot de machines à voter avait été réceptionné vendredi dernier au port de Matadi. Il a ajouté que ce rythme de livraisons allait se poursuivre dans les prochaines semaines. Il restera ensuite à acheminer ce matériel sur l'ensemble du territoire congolais, ce qui, alors que la saison des pluies vient de commencer et étant donné le délai relativement court d'ici au 23 décembre prochain, représente un défi logistique majeur.

Madame la Présidente, membres distingués du Conseil,

Dans le cadre de la mise en œuvre des mesures de décrispation prévues dans l'accord du 31 décembre 2016, il sied de noter que la réunion publique organisée le 29 septembre à Kinshasa par sept principaux partis d'opposition s'est déroulée sans obstacles ni incidents majeurs. Je me réjouis du caractère pacifique de l'événement et de la retenue dont ont fait preuve les manifestants et les services de sécurité.

Nous venons également d'apprendre qu'un accord avait été trouvé entre les autorités et l'opposition pour l'organisation d'une marche le 13 octobre prochain à Lubumbashi, ce qui constituerait une première du genre dans la capitale de la province du Haut-Katanga.

Il s'agit de signes encourageants et je vais poursuivre ma mission de bons offices dans ce sens afin de contribuer à créer un environnement qui permette aux candidats de pouvoir mener leur campagne dans des conditions apaisées et propices à l'échange d'opinions.

---

L'application de règles du jeu similaires pour tous est une garantie fondamentale de la crédibilité de l'ensemble du processus.

La sécurisation des élections est une autre condition préalable pour des élections crédibles et paisibles. Il est important d'assurer la sécurisation non seulement des candidats aux prochains scrutins mais aussi et surtout de l'environnement dans lequel vont se dérouler la campagne et les scrutins à proprement parler. La tâche s'annonce difficile pour sécuriser les zones dans lesquelles sont stationnés des groupes armés qui utilisent de plus en plus l'agenda politique au profit de leurs propres intérêts. Nous recommandons à cette fin la mise en place de dispositifs de sécurité électorale ainsi que la coordination stratégique des différentes entités de défense et de sécurité nationales.

Madame President, Distinguished Council Members,

As the DRC moves towards elections, the complexity of the security situation and the continuing activities of armed groups in the east of the country continue to pose a major challenge to the protection of civilians.

To cite just one recent alarming example: in the Petit Nord of North Kivu, at least fourteen people, including a woman and three children, were killed by alleged Nyatura combatants this week. With potential links to political and economic interests and a possibility of reprisal attacks, MONUSCO immediately deployed a Standing Combat Deployment, together with civilian components, to prevent any further deterioration.

However, I am most concerned about current developments in Beni, in the Grand Nord of North Kivu. Presumed Allied Democratic Forces continue to stage near-daily attacks on civilians, the FARDC, and MONUSCO, increasingly close to the center of Beni town. I wish to acknowledge the high toll borne by the FARDC in the context of this deteriorating situation. Despite this tempo of attacks, our Force Intervention Brigade has taken an increasingly robust posture in recent months, under exemplary leadership. They undertake proactive long-range patrols to ensure a protective environment, and respond swiftly to alerts, in several recent cases repelling attacks as they are underway, most recently just two days ago.

The growing frequency and proximity to Beni town of these attacks are – understandably- leading to a frustration on the part of the local population. In this context, we are simultaneously stretched to respond to an outbreak of Ebola in the Beni health zone and surrounding areas, now including a town neighbouring Uganda. I am increasingly concerned over the trajectory of the disease. As of today, we have 194 confirmed or probable cases, and 120 deaths.

While the response from Congolese authorities and humanitarian partners, supported by MONUSCO, has been swift and exemplary, the security situation has rendered the response increasingly challenging. In some areas, the local population has shown mistrust towards Ebola responders, in one case attacking a convoy of health workers. Responders are currently grappling with the issue of simultaneously scaling up response efforts, both in Beni and in other nearby areas, while adapting the footprint to the deteriorating security situation.

In these cases, as in many places throughout the DRC, our uniformed and civilian colleagues undertake significant effort and risk on a daily basis to implement our mandate to protect civilians, and to provide security for humanitarian personnel. In addition to the efforts of our FIB, I am equally encouraged to report that our broader Force shows a willing mindset to deploy where it is most needed to ensure the protection of civilians, and to note the integration of our response efforts across our uniformed and civilian components, and in support of humanitarian partners.

It is therefore unfortunate that, even within this concerning security context, we face challenges in ensuring that our military personnel are as well prepared as they should be, and are able to undertake operations within the full spectrum of the mandate. In recent weeks we have faced increasing restrictions on the importation of arms, ammunition, and other military equipment for several of our contingents, including our incoming Rapidly Deployable Battalions.

Although we continue to engage on these issues with the Government of the DRC, I must unfortunately inform you that discussions have not yet yielded tangible results. This increasingly places our forces in a situation where they are inadequately resourced to ensure the security of our own personnel; to protect civilians; and to ensure preparedness for contingency planning, as had been requested by this Council in MONUSCO's latest mandate.

Madame la Présidente,  
Distingués membres du Conseil,

Malgré tous ces défis, nous restons optimistes et continuons, ensemble avec les Congolais, à tout mettre en œuvre pour que ce processus aboutisse.

La communauté internationale a envoyé un signal positif en décernant le prix Nobel de la paix au Dr Mukwege et, à travers lui, à toutes les femmes et filles congolaises victimes de violences sexuelles.

Je saisis ainsi l'occasion qui m'est offerte pour féliciter le Dr Denis Mukwege pour le prix qui lui a été attribué pour sa lutte contre les violences sexuelles en temps de guerre.

---

Cette récompense l'honore ainsi que les femmes et filles qu'il a soignées, des femmes qui payent un lourd tribut aux turbulences que connaît la RDC où le viol est utilisé comme arme de guerre.

Dans la province du Sud-Kivu, berceau de la Fondation Panzi, comme dans les autres provinces affectées par l'insécurité, la violence sexuelle continue d'être perpétrée quotidiennement par les parties au conflit.

Nous espérons que cette consécration pour le Dr Mukwege et pour la République démocratique du Congo marquera un tournant dans l'obtention d'assistance pour les milliers de victimes de violences sexuelles ainsi que dans la lutte contre l'impunité à l'encontre des auteurs de ces violences. La MONUSCO demeure à leurs côtés dans ce noble et indispensable combat.

Madame la Présidente,  
Distingués membres du Conseil,

Je vous remercie de votre attention.